
IMPORTANTISSIME ! TRIMAN / Commission européenne - Décisions en matière d'infractions

1 message

Moinard.CGI <moinard@cgi-import.com>

29 novembre 2024 à 15:27

Ce qui devait arriver est ARRIVÉ !!!

L'apposition du marquage TRIMAN (Loi AGECE) est jugée contraire à la libre circulation des marchandises dans l'UE, ce marquage accompagné des consignes de tri, est donc jugé illégal au regard du droit européen (primauté du droit européen sur le droit national)

Soit la France obtempère est indiquée dans les DEUX mois que ce marquage est désormais optionnel, où qu'il peut être éventuellement dématérialisé, soit la Commission saisira la Cour de justice de l'Union Européenne (CJUE) pour contraindre la France à respecter le droit communautaire.

La Commission demande à la FRANCE de faire en sorte que ses exigences en matière d'étiquetage pour le tri des déchets soient conformes au principe de libre circulation des marchandises

La Commission européenne a décidé aujourd'hui d'adresser un avis motivé à la France [INFR(2022)4028] au motif que cet État membre n'a pas remédié à l'incompatibilité de ses exigences en matière d'étiquetage concernant les consignes de tri des déchets avec les articles 34 à 36 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

Pour être vendus en France, les produits à destination des ménages soumis à un dispositif de responsabilité élargie du producteur (REP) doivent être étiquetés avec le «logo Triman», une signalétique informant que le produit fait l'objet de règles de tri, et l'«info-tri», précisant les modalités de tri.

Actuellement, la fourniture de consignes de tri des déchets aux consommateurs n'est pas régie par des règles harmonisées au niveau de l'Union européenne. Cela sera cependant bientôt réglementé en vertu des futurs actes d'exécution à adopter dans le cadre du nouveau règlement relatif aux emballages et aux déchets d'emballages.


La Commission estime que, jusqu'alors, les législations nationales adoptées dans ce domaine ne doivent pas créer d'obstacles inutiles aux échanges au sein du marché intérieur.

Les acteurs du secteur ont également indiqué à plusieurs reprises que les exigences nationales en matière d'étiquetage constituaient un obstacle majeur au marché intérieur et compromettaient gravement la libre circulation des marchandises.

La Commission cherche à éliminer les obstacles qui ont le plus d'incidence sur la capacité des entreprises européennes à bénéficier du marché intérieur et à se développer.

Elle considère que les autorités françaises n'ont pas fourni suffisamment d'éléments de preuve concernant la proportionnalité de leur politique, étant donné que d'autres options moins restrictives sont disponibles. Selon la Commission, la France a également enfreint les obligations de notification qui lui incombent en vertu de la directive sur la transparence du marché unique [directive(UE) 2015/1535] puisque la loi en question n'a pas été notifiée à la Commission avant son adoption.

En conséquence, la Commission a décidé d'adresser un avis motivé à la France, qui dispose à présent d'un délai de deux mois pour y répondre et prendre les mesures nécessaires. À défaut, la Commission pourrait décider de saisir la Cour de justice de l'Union européenne.

 Proc_dures_d_infraction_du_mois_de_novembre__principales_d_cisions.pdf
101K